

LA MIGRATION DES FEMMES, ENTRE CAPACITÉ D'AGIR, EXPLOITATION ET RÉSISTANCE

Mercredi 07 mars, 2018
Maison des associations internationales, Bruxelles Belgique

Organisé par l'association Le monde selon les femmes, et le réseau européen Wide+, cet atelier « La migration des femmes, entre capacité d'agir, exploitation et résistance » a abordé différents aspects relatifs aux droits des femmes, au genre et à la migration. Il a impliqué à la fois des participant.e.s aux projets Erasmus+ et Open Society Foundation, ainsi que des ONG locales et des représentantes d'associations de femmes belges.

À travers les témoignages et expériences venues de différents pays, l'atelier visait à souligner les tendances et défis que représentent aujourd'hui les enjeux communs du féminisme et des migrations, et à formuler des recommandations à l'attention des dirigeant.e.s nationaux et européens.

PROGRAMME

08h30-09h00 : Accueil

09h00-10h45 : Prises de parole successives des intervenantes

10h45-12h00 : Questions / Discussions / Ouvertures

LIENS ENTRE DÉVELOPPEMENT, COMMERCE ET MIGRATION – EXEMPLES D'AFRIQUE

Intervenante : **Christa Wichterich**, *Wide +*.

Cette première intervenante, sociologue indépendante et ancienne professeure sur des sujets relatifs aux politiques de genre, travaille en collaboration avec des agences de développement.

Son constat de départ : la politique de coopération au développement de l'UE, bien qu'elle soit supposée favoriser la croissance en Afrique, se voit limitée par la lutte contre les migrations. Or, la situation des femmes en Afrique explique que nombre d'entre elles entreprennent une migration afin de leur garantir un meilleur avenir personnel et professionnel.

La libéralisation dans laquelle s'inscrivent les politiques européennes, à travers notamment les Accords de partenariat économique, implique fortement les pays africains. Ces États africains connaissent des revenus et des fonds publics bien inférieurs que ceux des européens, avec une faible industrialisation, et une économie basée sur les producteurs locaux. Mais ils ne sont pour autant pas isolés, et ne doivent pas être considérés comme tels, puisqu'ils prennent part à des projets ambitieux pour l'UE : énergies, Plan Marshall africain, nouvelle alliance pour la nourriture et la sécurité... Autant d'enjeux qui pourraient favoriser le développement des partenariats entre UE et Afrique.

Mais ces enjeux ne sont pas nécessairement favorables aux femmes, et de nombreuses raisons vont alors les pousser à la migration, notamment les nouvelles pratiques agricoles auxquelles elles ne sont pas adaptées, le modèle de la femme paysanne qui est marginalisé, la déception liée au développement et aux changements de modes de vie, et le faible taux de création d'emplois...

Très peu de structures locales permettent aux femmes de valoriser leur rôle, leur image, et leur place dans la société. Ainsi, pour elles, la migration représente le meilleur moyen de développer leur confiance, leur identité, et leur dignité en tant que femme, malgré le risque que cela représente.

En conclusion de son intervention, Christa Wichterich évoque quelques recommandations pour l'Europe afin de ne pas aggraver la situation de ces femmes africaines migrantes. Finalement, cela concerne les migrations dites économiques, qui ne reposent pas sur une situation risquée dans les pays d'accueil. Cependant, des droits fondamentaux sont en jeu, et l'Europe a besoin d'une politique de migration qui se réfère plus à la liberté de mouvement, puisque chacun.e a droit à des conditions de vie et de travail respectables. Cela justifie que de nombreuses femmes, ne les trouvant pas dans leur pays d'origine, entreprennent la route vers ce changement.

VUE D'ENSEMBLE DES TENDANCES ACTUELLES DE TRAITE DES FEMMES ENTRE L'AFRIQUE ET L'ANDALOUSIE

Intervenante : **Carla Cingolani**, *Mujeres en zona de conflicto*.

La présentation précédente évoquait l'existence d'un risque pour les femmes qui décidaient de partir. Ce risque est celui de se retrouver emporté au sein d'un trafic d'êtres humains, comme c'est le cas de nombreuses femmes migrantes. L'intervention de Carla Cingolani, chercheuse responsable des activités relatives à la traite des êtres humains en Espagne et à l'international, traite de ce sujet. Il s'agit du résultat et des recommandations issus d'un travail de plusieurs années sur les thèmes de la pauvreté, l'insécurité et les conflits qui provoquent une migration massive des femmes.

Le cas andalou présenté par l'intervenante est flagrant, puisque dans cette région, l'exploitation sexuelle des femmes issues des migrations est courante et représente un véritable fléau. En réalité, l'exploitation sexuelle et l'exploitation du travail sont liées. En effet, l'Espagne étant un pays en périphérie de l'UE, il compte de nombreux arrivants traversant la Méditerranée (Nigéria, Libye, Maroc...). De même, certains migrants quittant leur pays pour se réfugier au Maroc sont confrontés à la réalité de l'exploitation sexuelle. L'intervenante prend l'exemple des femmes de Côte d'Ivoire, allant au Maroc afin de travailler (souvent comme domestique, dans des familles riches), mais qui se retrouvent dans une situation proche de l'exploitation. Finalement, elles décident de partir encore plus loin, vers l'Europe, dans l'espoir d'améliorer leur situation, mais le trafic sexuel existant alors en Andalousie les rattrape.

Finalement, toutes les causes évoquées entraînent une augmentation du nombre de femmes et de filles mineures non-accompagnées arrivant en Europe avec l'espoir d'une meilleure vie. Celles-ci représentent une aubaine pour des trafiquants sans scrupule, qui vont alors les exploiter pour s'enrichir.

Une situation encore très mal prise en compte par les autorités. En effet, aucune action suffisamment importante n'est entreprise pour réduire la vulnérabilité des femmes et des mineures entrant sur notre territoire. Aucune politique ne contribue réellement à réduire cela, laissant les victimes livrées à leur sort. Dans les faits, une infime part des cas est dénoncée aux autorités, ce qui renforce une sorte d'apathie institutionnelle en Espagne, et probablement dans le reste de l'Europe.

SITUATION DES FEMMES MIGRANTES EN SERBIE SUITE À LA « CRISE DES RÉFUGIÉ.E.S »

Intervenante : **Marijana Savic**, *ONG Atina, Serbie.*

Dans la continuité de l'intervention précédente, Marijana Savic est experte sur le terrain des violations des droits des femmes, à travers l'ONG serbe Atina qu'elle représente. Son intervention a donc été orientée autour de l'aide sociale qui peut être fournie aux femmes migrantes trop souvent délaissées à leur sort comme nous l'expliquait Carla Cingolani.

Il est important de signaler que la Serbie est à l'origine un simple pays de transit aux portes de l'UE, où se sont accumulés des migrant.e.s contrarié.e.s dans leur quête d'atteindre le territoire communautaire. Ils sont aujourd'hui plus de 5.000, dont la majorité n'a pas pour projet de rester en Serbie.

Parmi eux, environ 54% sont des femmes ou des enfants. Ces femmes sont très souvent victimes de violences avant ou au cours de leur voyage (au moins 70% d'entre elles), et le travail des structures comme Atina est de les accompagner et de les informer : trafic, mariage forcé, viol, mutilations... Un rôle que les États ont encore bien trop de mal à assumer : absence de cadre juridique clair, difficile reconnaissance des modalités des violences, etc.

Ainsi, ces femmes se retrouvent en Europe dans une impasse administrative, puisque même si elles sont issues d'un pays relativement sûr, ces violences existent et il leur est difficile de rester, et la situation qu'elles trouvent en Europe ne leur permet pas de s'émanciper de celles-ci. De plus, il se peut que leurs droits ne puissent pas être reconnus, par exemple leur droit à une identité, puisqu'issues de pays où elles ne possèdent pas de droit à un passeport (Iran, Afghanistan).

Il y a alors un travail important à faire pour que les autorités reconnaissent ces statuts particuliers des femmes, il faut informer les États, et les forcer à faire reconnaître légalement les violences basées sur le genre. C'est là qu'interviennent les associations comme Atina, puisqu'elles informent à la fois les femmes sur les recours, les opportunités qui existent (prévention, mobilisation, intégration...), et les États sur les dangers et la réalité du terrain que connaissent ces femmes, dont la victimisation est presque banalisée.

Pour aller plus loin, Marijana Savic préconise qu'il y ait plus d'organisations et d'activistes féministes impliquées dans les projets humanitaires, pour que se développent en parallèle des politiques et des processus adaptés à la situation des femmes dans les migrations.

LA SITUATION DES FEMMES MIGRANTES EN POLOGNE SELON UNE PERSPECTIVE FÉMINISTE

Intervenante : **Olesya Malyugina**, *Centre de communication sociale, ville de Varsovie.*

Cette féministe polonaise d'origine russe gère les questions des femmes migrantes pour le compte de la ville de Varsovie en Pologne. Elle connaît très bien la réalité dans laquelle vivent les femmes migrantes dans un pays, à l'instar de la Serbie, qui n'est à la base qu'une étape dans le parcours d'un.e migrant.e. Selon elle, il est essentiel de rapprocher l'enjeu du féminisme à celui des migrations. Il existe en effet des similarités dans les deux luttes, qui sont l'accroissement de l'intérêt collectif qu'elles suscitent, les conditions défavorables dans lesquelles elles s'épanouissent, et l'immense diversité qu'elles constituent.

Dans un pays qui applique une politique anti-immigration plutôt stricte, quelle est la place et la situation des femmes migrantes ? Il existe localement des mouvements, comme une campagne pro-réfugiée à Varsovie, mais dans l'ensemble les femmes migrantes en Pologne rencontrent de nombreuses difficultés. Parmi celles-ci, le manque de stabilité et de sécurité due à leur figure de femmes, les violences et la discrimination, l'accès très limité aux soins médicaux et à l'assistance sociale, la faible conscience individuelle liée au manque d'éducation et à l'isolation... au final, autant de caractéristiques qui s'appliquent également aux femmes polonaises. De ce fait, il existe un décalage entre l'imaginaire européen qui motive la migration et la réalité des femmes une fois arrivées. L'intervenante déclare même, devant une assemblée étrangement amusée, que « *ces femmes, pensant venir en Europe, arrivent en fait au Moyen Âge* ».

Finalement, les besoins des femmes migrantes exprimés d'un point de vue féministe sont ceux sur lesquels devraient s'atteler les politiques, sur la base du travail des ONG et des divers groupes activistes. Une meilleure reconnaissance et une possibilité d'être vues et entendues, le traitement sérieux des questions et des activités féministes au sein des études sur les migrations, une éducation et un échange mutuels sur la reconnaissance (de la part des services publics et des personnes migrantes), et le rejet total de pratiques culturelles dégradantes pour les femmes.

L'IMPORTANCE DES ESPACES D' ACTIONS DANS LES MIGRATIONS FÉMININES

Intervenante : **Modi Ntambwe**, Réseau international des femmes afro-descendantes.

Militante de longue date pour la défense des droits des femmes, notamment des femmes africaines, Modi Ntambwe cherche à souligner l'importance des espaces d'action dans les migrations féminines.

Son discours consiste à affirmer que les générations récentes des femmes des diasporas cherchent de plus en plus à s'inscrire dans l'espace dans lequel elles vivent, persuadées qu'elles ont un rôle à jouer. Cette approche vise à reconnaître le droit pour chaque femme de choisir l'espace dans lequel elle souhaite s'épanouir, et l'accès aux chances pour que cela se produise, que ce soit le local avec le développement d'un commerce, ou un espace plus lointain avec la volonté de voyage, de découverte. Ainsi, la migration, même celle motivée par une raison non-sécuritaire, est un droit dont chaque femme dispose.

La liberté des espaces est primordiale et permet de comprendre les enjeux et les difficultés rencontrés aux différentes échelles. Par exemple, les jeunes femmes africaines peuvent avoir un centre d'intérêt différent, et ainsi vouloir s'expatrier, motivées par la capacité entrepreneuriale que peut représenter l'Europe.

Il existe alors un paradoxe, puisque le niveau d'alphabétisation et d'éducation des femmes migrantes est souvent plus élevé que celui des hommes, mais malgré cela, elles restent marginalisées et stigmatisées dans des positions de victimes, comme nous l'avons vu dans les précédentes présentations. Il n'y a pas de véritable reconnaissance de la femme migrante à sa juste valeur, les migrations sont rendues plus difficiles pour les femmes. Il y a l'opportunité d'accéder à des espaces ouverts, diversifiés, dont elles connaissent les codes d'accès, mais elles doivent s'accrocher et travailler beaucoup plus pour espérer les atteindre, de par leur statut de femme.

Pour beaucoup d'entre elles, il n'y a pas de moyen d'aller dans d'autres espaces que celui dans lequel elles ont grandi, c'est-à-dire qu'elles doivent renoncer à l'idée de migration.

Toutefois, cette crainte instaurée au sein des communautés africaines est contrebalancée par des initiatives locales et nationales, qui commencent à encourager l'intégration des femmes migrantes dans des nouveaux espaces d'action : parlements locaux, chambres de commerce et d'industrie...

OUVERTURE DU DÉBAT ET CONCLUSION...

Les questions durant l'ouverture ont principalement porté sur les liens évoqués entre le féminisme et les migrations. Finalement, leurs similarités font que ces deux tendances sociales, politiques et humanistes se rejoignent très facilement et sont à penser de manière conjointe si l'on veut agir efficacement. C'est avant tout l'image de la « femme en mouvement » qui doit être acceptée par tous, institutions, États, et populations : un mouvement à la fois spirituel et engagé, à travers le féminisme, et un mouvement réel, géographique, à travers les migrations que de nombreuses femmes entreprennent pour diverses raisons.

L'idée du féminisme pourrait alors être entendue, parmi tant d'autres critères, comme la liberté de choisir son(ses) espace(s) de vie.

Le féminisme sort alors de son rôle erroné de simple opposition pour venir prendre part à des secteurs d'action et de recherche différents, ce qui souligne l'importance de l'« intersectionnalité » du féminisme.

Aussi, une solution évoquée et mise en place par Modi Ntambwe semble intéressante à examiner. Elle organise depuis plusieurs années un festival, une sorte de forum d'activités, qui met en avant les commerces locaux en République démocratique du Congo. Peut-être que le développement local pourrait alors être une alternative aux problèmes rencontrés lors des migrations par les femmes : un moyen d'éviter les migrations dangereuses.

En effet, mettre en avant le commerce local, c'est développer les secteurs d'activités destinés aux femmes africaines, ce qui pourrait limiter les problèmes liés à ces migrations dangereuses : prostitution, drogues, trafic ; sans pour autant porter atteinte à la liberté de circulation et d'émancipation des femmes.